



Ville de MIRANDE

## ARRÊTE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,  
**VU**, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,  
**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,  
**VU**, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,  
**VU**, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,  
**VU**, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,  
**CONSIDÉRANT**, la demande formulée le 27 Mai 2025 par Monsieur Joël MEILHAN, responsable du service de voirie de la commune de Mirande, en vue d'être autorisé à occuper le domaine public devant le 19 rue du Président Wilson pour des travaux de voirie **du 02 au 04 juin 2025 inclus**.

### ARRÊTE

**Art.1er** : Les services techniques sont autorisés à occuper le domaine public devant le 19 rue Président Wilson pour des travaux de voirie **du 02 au 04 juin 2025 inclus**.

Toute occupation du domaine public au-delà de cette période devra faire l'objet d'une demande de renouvellement au moins 2 jours à l'avance.

**Art.2** : Les services techniques sont chargés de mettre en place la signalisation réglementaire en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

**Art.3** : **A cet effet, le stationnement des véhicules est interdit devant les 26, 28 et 30 de la rue Président Wilson durant la période précitée.**

**La circulation des piétons quant à elle est interdite devant le 19 rue Président Wilson durant la même période.**

**Art.4** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

**Art.5** : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale et les services de voirie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 27 mai 2025.

**Le Maire,**



Patrick FANTON

**AFFICHE LE 28 MAI 2025**

*Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noulibos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) de la requête.*



Réseau international des villes du Bien Vivre

